

son Gouvernement pour sauvegarder ses intérêts coûte que coûte.

On a peut-être raison de dire que l'Angleterre et la France ont forcé le sens de l'article 52 de la charte des Nations Unies lorsqu'elles ont expédié des armées en Égypte. Mais vu la saisie du canal de Suez par le colonel Nasser et la possibilité des dommages qu'entraînerait au canal une guerre en règle entre Israël et l'Égypte, la France et l'Angleterre ont bien pu croire qu'elles agissaient, dans une certaine mesure, pour défendre leurs propres droits. La question est discutable et elle a donné lieu à une controverse dans les journaux britanniques. N'allons pas oublier, cependant, que le canal de Suez revêt beaucoup plus d'importance pour l'Angleterre et la France que pour le Canada ou les États-Unis. Nous n'avons donc pas à nous étonner que ces pays voient la question d'un autre œil que nous.

L'honorable M. Lambert: Mon honorable ami me permet-il de l'interrompre ici pour lui poser une question? Pourrait-il, grâce à son expérience des affaires en Angleterre, nous fournir quelques renseignements sur la Compagnie du canal de Suez et sur son administration financière depuis 1888?

L'honorable M. Davies: La Compagnie du canal de Suez a son siège social à Paris. Il fut souvent question de la compagnie dans les journaux, et il se peut que l'administration du canal ait eu à faire face à de nombreuses difficultés. Pendant mon séjour en Grande-Bretagne, j'ai lu dans un journal une déclaration d'après laquelle les bénéfices d'exploitation du canal s'élevaient l'an dernier à 255 p. 100, et que la compagnie ne dépensait pas autant qu'elle devait peut-être pour des améliorations au canal, y compris probablement son élargissement. Je regrette, mais c'est à peu près tout ce que je peux dire au sujet de la compagnie.

Durant mon séjour en Grande-Bretagne, en août et septembre derniers, j'ai parcouru chaque jour la plupart des journaux les plus importants du pays. Étant moi-même journaliste, et habitué de tous les journaux britanniques les plus influents, je suis peut-être mieux placé que la plupart des gens pour reconnaître la juste valeur des opinions éditoriales.

Quelques-uns des journaux britanniques ont vertement critiqués sir Anthony Eden et son Gouvernement dès la saisie par Nasser du canal de Suez et l'envoi, par le gouvernement britannique, en guise de précaution, de troupes à Chypre. Ils ont parlé de "rodomontades" et ont tenté de se persuader eux-mêmes et de persuader d'autres gens que l'envoi

de troupes à Chypre était motivé par un sinistre dessein. Ils avaient dit la même chose à l'époque de Munich, et après aussi. Ces journaux ne sont jamais favorables à un gouvernement conservateur, et ils voyaient là une bonne occasion de lui lancer quelques pierres. Je le répète, sir Anthony Eden est chevalier de l'Ordre de la Jarretière, et il n'aurait sûrement pas reçu cet honneur s'il n'était un homme honorable. Sir Anthony a prononcé un discours à la radio au cours de la semaine du 6 août, traitant de la question du canal de Suez. On peut résumer ses observations en trois phrases que le *Sunday Times* de Londres citait dans son numéro du 12 août. Ce journal, que plusieurs d'entre vous connaissent bien, appartient à lord Kemsly. Sir Anthony a dit:

Premièrement, la libre navigation dans le canal est d'importance vitale à l'économie de la Grande-Bretagne. Deuxièmement soumettre cet intérêt vital à la volonté d'une seule puissance, surtout d'une puissance qui s'est déjà montrée indigne de confiance, est une chose que nous ne saurions accepter. Troisièmement,...

Et j'aimerais appeler tout particulièrement l'attention sur ceci:

...nous ne cherchons pas à résoudre le problème par la force mais au moyen de l'entente internationale la plus libérale.

Telle a été l'opinion exprimée par sir Anthony Eden au cours de la première semaine d'août. Le *Sunday Times* a affirmé que rien dans ces trois points ne motivait les accusations formulées par l'Égypte et ses sympathisants et aussi par certains critiques en Grande-Bretagne, qui ont dit qu'on avait brandi des sabres, qu'on avait fait preuve de chauvinisme et qu'on avait répudié les Nations Unies.

Le *Sunday Times* ajouta qu'étant donné la déclaration de sir Anthony Eden, il serait logique que la Grande-Bretagne organisât sa défense militaire en vue de parer à toute éventualité. Ce journal donnait à entendre qu'il se croyait appuyé par la plus grande partie des Anglais amis de la paix et respectueux des engagements de leur pays envers les autres pays, mais qui s'opposaient à ce que l'Angleterre fût poussée au pied du mur par quelque autre État que ce soit.

Ce journal a traité de la question assez à fond. J'aimerais à citer le dernier alinéa de son éditorial pour faire comprendre ce que j'entends en disant qu'indirectement sinon directement, on a exhorté sir Anthony Eden à surveiller les intérêts de la Grande-Bretagne. Voici ce qu'ajoutait le *Sunday Times* en terminant:

Nos préparatifs militaires n'ont aucun caractère agressif; ce sont des mesures de précaution et, comme telles elles sont absolument nécessaires. Gardons notre sang-froid et parons aux événements.